

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 53 - DÉCEMBRE 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Ombeline BITOUZET, Pierre BONNEMAISON
- correction par Pierre BONNEMAISON*

6

MOYEN ORIENT

*par Inès GUIRAMAND, Juliette MASSE et Alice MARAUX
- correction par Rose LOUVRIE-BUOT et Juliette MASSE*

9

AFRIQUE

*par Sarah BOULLIGNY, Élora HOUEL, Maxime DUPINET
- correction par Sarah BOULLIGNY*

12

ASIE

*par Léa BLANCHET, Baptiste POULARD et Rodolphe UGUEN
- correction par Rodolphe UGUEN*

15

AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Wandrille PICAULT
- correction par Blanche ARMINJON*

18

ARMEMENT

*par Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ et Alexandre DOTTI
- correction par Clément LE LANDAIS*

20

DÉFENSE

*par Pierre TERNAULT
- correction par Clément LE LANDAIS*

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Clément LE LANDAIS

MISE EN PAGE

Lisa AMMOUR et Rodolphe UGUEN

L'INVESTISSEMENT COMMUN DE DÉFENSE : UN SUJET ÉPINEUX



Envisagé dans le récent rapport de l'ancien président de la BCE [Banque Centrale Européenne] Mario Draghi, la question d'un endettement commun provoque une levée des boucliers chez les Etats Européens dits "frugaux". En juin dernier, la Présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen affirmait déjà le besoin de l'industrie de défense européenne d'un investissement supplémentaire de 500 milliards d'euros sur ces 10 prochaines années. Or, si les dernières estimations évaluent les dépenses militaires moyennes européennes à 1.9% du PIB (en augmentation de 30% depuis février 2022), l'ancien secrétaire de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen estime la nécessité actuelle aux alentours des 3%. C'est pourquoi une politique de facilitation d'achats communs par l'emprunt est portée par la France (notamment suivie de l'Italie et de la Pologne), bien que mise de côté par le commissaire lituanien Andrius Kubilius face à l'hostilité allemande. Les hypothèses privilégiées à l'heure actuelle pour le financement d'EDIP [European Defence Industry Programme] iraient plutôt vers un engagement de la Banque Européenne d'Investissement et l'usage de fonds européens non dépensés. Cependant, la pierre d'achoppement des négociations se porte sur l'usage ou non de ces fonds en direction d'industriels extra-européens. Illustration de cela, le ministre des Affaires étrangères estonien, Margus Tsahkna, a récemment évoqué l'idée que : "tant que nous sommes en guerre, nous devons acheter là où il y a des équipements disponibles. C'est simple. Il ne faut pas commencer à être protectionniste" ; position attirant le scepticisme de la diplomatie française. Néanmoins, comme l'énonçait Andrius Kubilius à l'agence de presse Reuters : "nous ne pouvons pas demander au Président Vladimir Poutine d'ajourner ses plans dans l'attente que nous soyons prêts".

Bastien POULIQUEN

VERS UNE PAIX FRAGILE : LES DÉFIS DES NÉGOCIATIONS POUR L'UKRAINE

Les négociations pour un cessez-le-feu en Ukraine, bien qu'essentielles pour envisager un retour à la paix, sont loin d'être simples. D'un côté, l'Ukraine, déterminée à récupérer ses territoires occupés, se montre inflexible sur ses conditions. De l'autre, la Russie, qui voit dans ces discussions une opportunité de consolider ses positions, notamment en maintenant le contrôle sur les zones annexées. Alors que certains signes de dialogue se multiplient, comme les tentatives de médiation internationales, les obstacles restent nombreux.



Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, reste ouvert à un gel temporaire du conflit, sous réserve de garanties de sécurité internationales pour les territoires actuellement sous contrôle ukrainien. Cette approche viserait à stabiliser la situation et à ouvrir la voie à une résolution diplomatique à long terme. Cependant, elle s'oppose aux exigences de Moscou, qui réclame un retrait ukrainien des territoires annexés en 2022 et l'abandon des ambitions d'adhésion à l'OTAN. De son côté, Vladimir Poutine conditionne tout cessez-le-feu au retrait des troupes ukrainiennes des territoires annexés en 2022, ainsi qu'à l'abandon des ambitions ukrainiennes d'intégrer l'OTAN. Ces conditions sont jugées inacceptables par Kiev, qui exige, au contraire, le retrait complet des forces russe. Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a proposé une approche controversée pour tenter de résoudre le conflit en Ukraine. Il prône un cessez-le-feu immédiat qui gèlerait les lignes de front actuelles, sans exiger de retrait des forces russes. Cette proposition équivaldrait à entériner les gains territoriaux de Moscou, ce qui a suscité de vives critiques, notamment en Europe et en Ukraine, il privilégie également des négociations directes avec Vladimir Poutine, écartant les approches multilatérales habituellement soutenues par l'OTAN et l'Union européenne. Cette stratégie vise à réduire les tensions rapidement mais soulève des inquiétudes quant à l'exclusion des alliés occidentaux et au poids donné à Moscou dans les discussions. Enfin, fidèle à son approche isolationniste, Trump a laissé entendre qu'il pourrait réduire l'aide militaire et financière des États-Unis à l'Ukraine. Cette perspective mettrait une pression supplémentaire sur Kiev pour qu'elle accepte des compromis, y compris sur des points jugés cruciaux pour son indépendance et sa souveraineté.

Malgré les efforts diplomatiques renouvelés, aucun accord concret ne semble en vue. Les deux parties restent intransigeantes sur des points fondamentaux, et l'intensification des combats sur le terrain continue de saboter les efforts pour instaurer une trêve durable. Alors que le conflit s'enlise, il devient de plus en plus clair que les négociations, bien qu'indispensables, ne suffiront pas à elles seules à résoudre cette crise multidimensionnelle.

Pierre BONNEMAISON

ROUMANIE : QUAND TIKTOK ET CYBERATTAQUES BOUSCULENT LA DÉMOCRATIE



A la suite de la percée étonnante du candidat ultra-nationaliste Calin Georgescu, la Cour Constitutionnelle de Roumanie a annulé les élections présidentielles, soupçonnant une instrumentalisation de la plateforme chinoise TikTok dans les résultats. En effet, Calin Georgescu, ancien haut fonctionnaire de 62 ans, s'est imposé à la surprise générale au premier tour le 24 novembre, surpassant les candidats des grands partis, en recueillant 42% des suffrages. Son ascension fulgurante et sa rhétorique populiste suscitent autant d'engouement chez ses partisans que d'inquiétude chez ses détracteurs.

La Cour Constitutionnelle dénonce de nombreuses irrégularités, un manque de transparence et une violation de la loi électorale, voire une interférence russe en faveur du candidat en question. Les juges ont relevé des violations de la loi électorale compromettant la transparence et l'équité de la campagne, qui sont des principes fondamentaux de la démocratie. En effet, les services de renseignement ont signalé un compte TikTok, où l'utilisateur aurait rémunéré des internautes pour promouvoir le candidat d'extrême droite arrivée en tête au premier tour. Ils dénoncent diverses cyberattaques contre les systèmes électoraux roumains, allant jusqu'à 85 000 offensives, notamment le jour du scrutin, provenant de pays différents mais surtout de Russie, laissant paraître une stratégie de Vladimir Poutine. En effet, le candidat d'extrême droite est favorable à l'arrêt immédiat de l'aide ukrainienne. La Roumanie fait face à une crise politique inédite, car c'est la première fois qu'un scrutin a été remis en question et a été annulé en raison de l'impact potentiel d'un réseau social. A la suite de cette décision, de nombreux partisans de Georgescu se sont insurgés contre cette sanction. Celui-ci a d'ailleurs appelé les roumains à se rendre devant les bureaux de vote, car selon lui « voter est un droit acquis ». Pourtant, cette décision est supposée garantir la validité et la légalité du processus électoral. Malgré cela, le candidat continue de se placer en position de victime, en dénonçant une « tentative de coup d'État ». L'annulation du scrutin laisse le pays dans l'attente de nouvelles élections dont la date sera fixée par le futur gouvernement. Pendant ce temps, les tensions ne cessent de croître, renforçant l'urgence d'un dénouement institutionnel pour restaurer la confiance des citoyens.

Ombeline BITOUZET

MOYEN-ORIENT

SYRIE : LA CHUTE HISTORIQUE DU RÉGIME DE BACHAR AL-ASSAD.

Le 8 décembre 2024, des statues à l'effigie du clan Al-Assad chutent un peu partout en Syrie, les rebelles syriens menés par des islamistes ont pris le contrôle de Damas. Cette entrée dans la capitale marque la fin d'une offensive éclair amorcée le 27 novembre, entraînant la fin d'un règne qui aura duré près d'un demi-siècle, celui de la dynastie Al-Assad.

Le 27 novembre 2024, Hassan Abdel Ghani, le commandant rebelle d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), un groupe armée islamiste, ancienne branche d'Al-Qaïda, annonce le début de l'offensive.



Accompagné d'autres combattants soutenus par la Turquie il lance l'offensive depuis la région d'Idlib, sous contrôle rebelle depuis 2015.

En 3 jours les rebelles prennent le contrôle de la majeure partie d'Alep, une ville située au nord du pays, elle tombe le 1er décembre : c'est la première fois depuis 2011 que la ville échappe dans sa totalité au contrôle des forces du régime syrien.

En réponse le régime et son allié russe bombardent les quartiers d'Alep et d'Idlib, une ville proche. Les rebelles eux prennent la route du sud, les villes tombent une à une, sous l'objectif des combattants qui filment leur progression. Le 2 décembre ils prennent Karnaz, puis Souran le lendemain. Les armes laissées à l'abandon par les forces du régime sont leurs soit rumeurs de combats.

Le 5 décembre alors qu'Hama, la quatrième ville du pays est tombée, le régime syrien affirme que la situation est sous contrôle. En effet Ali Mahmoud Abbas, ministre de La Défense syrienne, prend la parole à la télévision, il déclare « Je confirme que ce qui s'est passé dans la ville de Hama est une mesure tactique temporaire. ». Ce n'est désormais qu'une question de temps pour le règne de Bachar Al-Assad : la ville d'Homs est prise d'assaut.

Pour le régime syrien cette ville du sud-ouest du pays représente un intérêt stratégique majeur : elle est proche d'un bastion du Hezbollah, allié du régime syrien, par conséquent lieu de fuite potentiel. C'est aussi la porte d'entrée vers l'ouest du pays où se trouvent deux bases militaires russes, soutien vital du régime. Nous sommes le 7 décembre, la ville tombe en une journée.

Alors qu'en parallèle la région de Deraa est prise au régime par des forces rebelles locales, Damas est finalement encerclée. Le régime affirme que la capitale reste en sécurité : « Il y a un cordon sécuritaire et militaire très solide autour de Damas » déclarait le ministre de l'intérieur syrien. Or au petit matin du 8 décembre, des tirs de célébration retentissent dans la capitale ; après 12 jours d'offensive et plus de 400 km parcourus, la nouvelle est désormais officialisée par les chefs du HTC sur Syria TV : « Le tyran Bachar Al- Assad a été renversé ».

Après 24 ans au pouvoir le dictateur rend les armes, il prend la fuite et se réfugie à Moscou. Face à cette nouvelle donne politique plusieurs pays occidentaux évoquent une chance pour la Syrie. De son côté l'ONU appelle à prendre toutes les mesures pour protéger les minorités syriennes. Le 9 décembre HTC était toujours classé comme organisation terroriste par les nations unies

Inès GUIRAMAND

MOYEN-ORIENT

IRAN : LIBÉRATION TEMPORAIRE DE LA MILITANTE NARGES MOHAMMADI, PRIX NOBEL DE LA PAIX 2023.

Le 4 décembre 2024, Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix en 2023 a été temporairement libérée de prison pour une durée de 3 semaines en raison de considérations médicales. En effet, la militante iranienne est incarcérée depuis novembre 2021 pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort. Agée de 52 ans, Narges Mohammadi a passé la majeure partie des 10 dernières années en prison. Elle remporte en 2023 le Prix Nobel de la paix pour sa lutte contre la politique discriminatoire du régime théocratique iranien envers les femmes.

Selon son avocat Mostafa Nili, le parquet de Téhéran a suspendu pour 3 semaines l'exécution de sa peine de prison sur avis du médecin en raison de son « état physique ». Narges Mohammadi a subi mi-novembre une intervention chirurgicale afin de retirer une tumeur bénigne et réaliser une greffe, puis a été renvoyée en prison.

Ce sont les conditions de détentions insalubres qui ont inquiété ses codétenues et le médecin a préconisé devant les autorités iraniennes judiciaires une libération provisoire afin qu'elle puisse bénéficier de soins adaptés. Toutefois, la Fondation Narges Mohammadi rappelle que :

« Cette permission de 21 jours ne se confond pas avec une réduction de peine, le temps passé à l'extérieur devant être « récupéré ». La Fondation estime également que les autorités ont mis « gravement » en danger la militante et que cette permission est jugée « insuffisante ».

D'autre part, le président du comité Nobel norvégien s'est exprimé : « Le comité Nobel norvégien est heureux d'apprendre que Narges Mohammadi a été libérée de la prison de Téhéran, mais nous sommes toujours inquiets pour sa santé et ses maladies ». Le comité souhaite sa libération définitive. En outre, fin novembre, une tribune collective au « Monde » regroupant intellectuels et activistes pour les droits humains s'adressaient au président de la République Française Emmanuel Macron et lui demandaient : « de toute urgence, d'agir en faveur de Narges Mohammadi ».

Son incarcération n'a pas empêché l'iranienne de continuer sa lutte contre les violations des droits de l'Homme et pour la démocratie en Iran mené de pair avec ses codétenues devenues un bastion de contestation contre la République Islamique d'Iran. Courant mars 2024, la militante avait dénoncé une « guerre à grande échelle contre les femmes » dans la République islamique diffusé dans un message audio de sa prison. De plus, lors de l'Assemblée générale des Nations unies du 24 au 30 septembre 2024 à New York, Narges a rédigé depuis sa prison en Iran une lettre aux principaux dirigeants demandant « la libération des prisonniers politiques et la fin de la répression des femmes et de la société civile en Iran », qui sera publié dans le Monde.

Ainsi, la continuation de son activisme fut la cause d'une nouvelle condamnation en juin dernier à un an de prison pour « propagande contre l'Etat » et des mesures d'éloignement de son mari, Taghi Rahmani, opposant politique lui-même incarcéré pendant 14 ans, et de ses enfants réfugiés en France depuis 2012. Son époux affirme que dès lors de sa sortie des murs de prison, Narges Mohammadi a scandé : « Femme vie liberté », slogan du soulèvement populaire en Iran.



MOYEN-ORIENT

LE HAMAS EN FAVEUR D'UN ACCORD D'OTAGES AVEC ISRAËL ET D'UNE TRÊVE PROLONGÉE PROPOSÉE PAR L'ÉGYPTE.

Le 5 décembre 2024, Le Caire a proposé au Hamas des accords d'otages prévoyant un cessez-le-feu et permettant la libération potentielle du « plus grand nombre » d'otages israéliens détenus par le Hamas dans l'enclave côtière à ce jour. En novembre 2023, un échange d'otages majeur a permis la libération de 78 des plus de 250 otages capturés lors de l'attaque du 7 octobre 2023. Mais actuellement, il en reste encore 100 à Gaza.

Le 9 décembre, le Hamas a partagé aux renseignements égyptiens une liste préliminaire d'otages israéliens et américains en mauvaise condition physique et mentale, qui pourraient être libérés dans le cadre de cet accord d'échanges. Les leaders du mouvement islamiste ont aussi soumis une liste de prisonniers palestiniens dont ils souhaitent la libération.



Le Hamas semble enclin à une trêve d'environ deux mois afin de réceptionner des vivres (nourriture, médicaments, essence) dans la bande de Gaza, fortement isolée après l'accord de cessez-le-feu au Liban et les coups portés au Hezbollah, et subissant des pressions de la part des médiateurs, notamment suite au changement de gouvernement aux États-Unis.

De plus, Israël se dit favorable au fait que l'Égypte reste le médiateur des discussions avec le Hamas. La chaîne publique israélienne Kan 11 a rapporté que des "progrès positifs" dans les négociations concernant la libération d'otages considérés comme des "cas humanitaires". Jusqu'à présent, les autorités palestiniennes ont toujours rejeté les accords qui n'incluaient pas une fin définitive de la guerre et un retrait complet des troupes israéliennes, semblant maintenant être plus flexibles.

Les forces de défense israéliennes ont restitué le corps d'Itay Svirsky en Israël, qui a été kidnappé au kibboutz Be'eri lors de l'attaque du Hamas, a été retrouvé à Gaza. Dans un communiqué du 4 décembre, le Hamas a affirmé avoir reçu des renseignements concernant une opération de sauvetage prévue par Tshal, avertissant qu'il « neutraliserait » les captifs dans le cas d'une telle tentative.

L'analyste américaine Mariam Wahba note que "Bien que les efforts de négociation continus de l'Égypte aient été infructueux, cet accord pourrait refléter un changement de ton, d'autant plus que l'armée israélienne ne serait apparemment pas tenue de se retirer de Gaza immédiatement mais par étapes.

Les Égyptiens ressentiront probablement une pression supplémentaire étant donné la déclaration du président élu Trump selon laquelle il y aura « un enfer à payer » si les otages ne sont pas libérés au moment de son investiture. Pourtant, la question clé demeure : le Hamas coopérera-t-il ?

Alice MARAUX

AFRIQUE

LE CONFLIT DANS L'EST DE LA RDC : UNE REPRISE DES HOSTILITÉS INQUIÉTANTE

Le conflit dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) semble loin d'être résolu, malgré plusieurs tentatives de médiation. Les combats ont repris avec force au cours du week-end des 7 et 8 décembre, notamment à Saké, une localité stratégique située à une trentaine de kilomètres de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Ces affrontements opposent à nouveau les troupes gouvernementales aux rebelles du M23, un groupe armé soutenu par le Rwanda, avec des conséquences dramatiques pour la population locale.

Ces combats font suite à un relatif retour au calme dans la région, après deux semaines sans affrontements majeurs. Cependant, les violences ont redémarré de manière fulgurante. À Saké, les forces congolaises, alliées aux milices locales, les Wazalendo, ont dû faire face aux combattants du M23, dans des affrontements violents où des armes lourdes ont été utilisées. Cette reprise des hostilités souligne la fragilité de la situation dans l'est de la RDC, où les groupes rebelles continuent de semer la terreur malgré les appels à la paix.

Le front nord, le long de la route nationale RN2 reliant Lubero à Butembo, a été également marqué par des affrontements violents. Depuis plus d'une semaine, le territoire de Lubero est secoué par des combats entre l'armée congolaise et des insurgés locaux. Ce week-end, des accrochages ont eu lieu aux alentours de Kasegbe.

Les combats dans cette région se sont intensifiés, obligeant des centaines de civils à fuir vers des zones plus sûres. Des villages comme Alimbongo, Matembe et Kisorobyia ont vu leurs habitants se réfugier à Kitsombiro, un village voisin.



Les Nations unies et les ONG humanitaires tentent de venir en aide aux populations, mais les conditions de sécurité rendent l'accès à certaines zones extrêmement difficile. L'intensification des affrontements a également entravé les efforts de reconstruction et de réconciliation dans la région, exacerbant les tensions intercommunautaires et créant un terrain propice à de nouvelles violences.

Le rôle du Rwanda dans ce conflit est un sujet de discord constant. Bien que le Rwanda nie soutenir le M23, des rapports des Nations unies et des experts indépendants ont confirmé la présence de troupes rwandaises en RDC, notamment pour assurer la sécurité le long de la frontière. Le Rwanda invoque la nécessité de protéger ses frontières contre les attaques de groupes armés basés en RDC, mais la RDC accuse son voisin de soutenir activement le M23, ce qui a contribué à une dégradation des relations bilatérales. Les négociations de paix restent au cœur des discussions internationales.

Élora HOUEL

AFRIQUE

MALI : LES FAMA ANNONCE LA NEUTRALISATION DE PLUSIEURS RESPONSABLES DU FRONT DE LIBÉRATION DE L'AZAWAD

Dans un communiqué officiel en date du 1er décembre dernier, les forces armées maliennes (FAMA) ont annoncé la neutralisation de plusieurs responsables indépendantistes dans le nord du pays à Tinzaouëtene, à proximité de la frontière algérienne. Tous étaient membres du nouveau « Front de Libération de l'Azawad » et ont été la cible d'une frappe de drone samedi 1er décembre, soit seulement 24 heures après la création de cette alliance. Parmi eux, se trouvait Fahad Ag Almahmoud, ancien secrétaire général du Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA). Longtemps proche de Bamako dans le cadre de la lutte contre la branche sahélienne d'Al-Qaïda, le GSIM, il avait repris les armes en 2023 contre le pouvoir de transition en place dans la capitale malienne, à la suite de dissensions avec le colonel Goïta.

Aussi, le Front de Libération de l'Azawad regroupe plusieurs groupes armés Touaregs aux vellétés indépendantistes cherchant à s'émanciper du contrôle de l'Etat malien. Ces mêmes acteurs s'étaient déjà réunis dans une alliance nommée Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), et avaient été à l'origine de violents combats contre les FAMA. Les Accords d'Alger ratifiés en 2015 avaient instauré un cessez-le-feu, sans véritablement répondre aux attentes de la CMA qui avait ainsi continué la lutte de manière sporadique. D'autant plus fragilisés par les deux coups d'Etat successifs de 2020 et 2021, les Accords d'Alger ont finalement été dénoncés par Bamako en janvier 2024 qui souhaitait prôner un dialogue inter-malien afin d'éviter toute ingérence extérieure.

Pour rappel, c'était une percée de ces groupes indépendantistes, alliés pour l'occasion au groupe terroriste d'Ansar Dine, qui avait poussé le gouvernement malien à solliciter l'aide militaire de la France en 2013. L'opération Serval avait ainsi permis d'empêcher ces troupes rebelles et terroristes d'atteindre Bamako, puis l'opération Barkhane de maintenir une présence militaire dissuasive dans l'Azawad tout en luttant activement contre les différentes poches terroristes restantes dans ces territoires. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Goïta à la suite du second coup d'Etat de 2021, la France a été progressivement évincée au profit de la Russie et de ses sociétés militaires privées, Wagner puis Africa Corps.



Maxime DUPINET

AFRIQUE

DE NOUVELLES VIOLENCES DJIHADISTES AU NIGER

Jeudi 5 décembre 2024, le Niger a été en proie à une nouvelle attaque djihadiste dans la ville de Téra. Cette attaque survient alors qu'un convoi de transport de marchandises traversait le pays pour se rendre au nord du Burkina Faso. Le résultat est lourd puisque 43 militaires nigériens ont perdu la vie et 21 civils ont été « assassinés froidement », dans cette zone des « trois frontières », affirme la radio d'État nigérienne : La Voix du Sahel. Après cette attaque terroriste, les forces de sécurité nigériennes ont affirmé avoir neutralisé 14 criminels.

Le Niger, pays mouvementé depuis un an et demi en raison de la chute de l'ancien président Mohamed Bazoum, a vu ses relations avec ses voisins changer drastiquement. En effet, la junte militaire, entraînée par Abdourahamane Tiani a entièrement revu les relations qu'entretenait le Niger avec ses voisins. Le Bénin, possédant plus de 250km de frontière avec le Niger, et ce dernier, étant enclavé, est éminemment dépendant des pays côtiers en ce qui concerne ses approvisionnements. Le changement de régime en juillet 2023 résume les relations bénino-nigériennes à la fermeture totale de leurs frontières, demandant au Niger de chercher des solutions pour la réception de marchandises. La résolution s'est trouvée, comme l'explique l'Union des travailleurs du transport et assimilés au Niger (Uttan) : « notre pays a été contraint de se tourner vers le port du Togo ».



Toutefois, trouver un nouveau passage pour les convois de marchandises ne règle pas les problèmes liés au terrorisme dans le pays. Non seulement il fallait résoudre le problème de l'approvisionnement mais il faut également déterminer une stratégie de passage pour que les convois puissent arriver en sécurité au Niger, au Nord du Burkina Faso et dans l'Est du Mali. Justement, cette attaque djihadiste n'est pas inédite puisque l'Uttan affirme : « nous avons perdu plusieurs de nos camarades sur cet axe, victimes d'attaques terroristes de plus en plus fréquentes ».

Le problème du terrorisme au Niger ne s'améliore ni avec le retrait des troupes militaires françaises depuis le renversement du président Bazoum, ni avec la création de l'AES (Alliances des États du Sahel), comprenant le Niger, le Mali et le Burkina Faso, visant à « lutter contre le fléau terroriste ». Au contraire, les attaques se multiplient et les morts augmentent proportionnellement. Statistiquement, de juillet 2022 à juillet 2023, les actes terroristes ont causé la mort de 650 personnes et de juillet 2023 à juillet 2024, 1500 personnes. Les dégâts sont doublés et donnent un air encore plus féroce aux organismes terroristes présents au Niger, dont l'État Islamique et Al-Qaïda.

Le général Abdourahamane Tiani n'a pas encore réagi et la communauté internationale tourne en quelque sorte le dos au Niger en raison du renversement politique. Cela ne fait que renforcer la présence islamiste dans ce pays. L'avenir ne semble pas s'éclaircir pour le Niger en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi il faut garder un œil attentif sur l'agenda de l'AES, sa réaction et sur l'opinion publique, qui subit davantage les conséquences du « fléau terroriste », comme le nomme l'AES.

Sarah BOULLIGNY

LA PURGE MILITAIRE CHINOISE : UN PROCESSUS SANS FIN

Lorsque Xi Jinping arrive au pouvoir en 2012, il décide de mener une politique anti-corruption particulièrement stricte vis-à-vis de l'Armée populaire de libération, ainsi, à mesure que les années défilent, les têtes tombent et force et de constater que nul membre de l'armée ne peut se soustraire à cette politique radicale. En effet, le Financial Times a rapporté le 26 novembre que le ministre chinois de la Défense, Dong Jun, était au cœur d'une enquête liée à la lutte contre la corruption, citant alors des responsables américains non nommés, actuels et anciens.



Toutefois, le ministère chinois de la Défense a rejeté le rapport lors d'une conférence de presse le 28 novembre en qualifiant ce dernier de « pure fabrication » diffusée par des marchands de rumeurs aux motivations maléfiques. Cependant, lors de cette même conférence, l'un des porte-parole, Wu Qian, a annoncé que l'amiral Miao Hua était quant à lui bel et bien suspendu de ses fonctions en raison des suspicions à son égard qui ne cessent de se multiplier. Le parti communiste annonce ainsi que l'amiral est soupçonné de « graves violations de la disciplines », euphémisme souvent utilisé par les dirigeants chinois selon le journal la Croix pour évoquer les cas de corruption. Le cas de l'amiral Miao Hua s'ajoute ainsi à une pile de dossier similaires qui ne semblent pas cesser de s'épaissir, en effet, depuis l'été 2023, on remarque qu'une vingtaine de responsables militaires et l'industrie de la défense ont été démis de leurs fonctions, or, parmi eux se trouvaient les deux derniers ministres de la Défense, Wei Fenghe et son successeur Li Shangfu qui, selon les médias d'État, ont même été exclus du Parti communiste. Toutefois, en dépit des affirmations officielles, les analystes considèrent que ces purges sont bien davantage liées à l'unité responsable des missiles nucléaires et conventionnels de l'armée chinoise qu'à de réelles affaires de corruption. Ils s'appuient notamment sur le fait que les deux anciens ministres de la défense étaient liés à cette unité : Wei Fenghe l'a dirigé pendant une courte période tandis que Li Shangfu fut à la tête d'un département en charges des armes et, entre autres, des missiles. Cependant de nombreux experts soulignent que les campagnes anti-corruption, considérées davantage comme des purges, prônées par Xi Jinping s'accompagnent d'effets négatifs vis-à-vis du moral des troupes. Lin Ying-yu, expert de l'armée chinoise à l'Université Tamkang à Taïwan a ainsi déclaré à Voice of America que « Xi utilise la campagne anti-corruption pour renforcer son contrôle sur l'armée chinoise et sous ce « règne de la terreur », il est difficile pour l'armée de contester son autorité ». Wen-ti Sung, politologue à l'Université nationale australienne ajoute quant à lui que le remaniement constant du personnel au plus haut niveau ne peut qu'affecter lourdement les différentes opérations menées par l'armée. Les desseins de Xi Jinping semblent donc particulièrement nocifs pour son armée mais il semblerait qu'il tienne à poursuivre sa politique anti-corruption pendant encore quelques temps, certainement suffisamment pour permettre à la crainte des membres de l'armée chinoise de prendre racine en eux.

Léa BLANCHET

CORÉE DU SUD : LA TENTATION AUTORITAIRE

C'est dans la nuit du 3 au 4 décembre que la Corée du Sud a cru, pendant quelques heures, renouer avec les heures les plus sombres de son histoire moderne. Le président de la république Yoon Suk Yeol a déclaré la loi martiale par surprise, accusant ses opposants, majoritaires au parlement depuis avril et entravant ses politiques, d'être des agents de la Corée du Nord. Une disposition qui n'avait pas été prise depuis 1980 par le très autoritaire président de l'époque Chun Doo-hwan, qui avait déployé l'armée dans le sud du pays, causant des centaines de morts pour réprimer un mouvement démocratique. La loi martiale devait suspendre le parlement, verrouiller les institutions politiques et les médias, et faire arrêter ses opposants politiques.

L'issue de cette tentative de coup de force s'est réglée relativement pacifiquement, après six heures de confusion et d'affrontements entre forces spéciales sud-coréennes et manifestants venus se masser en pleine nuit autour du parlement pour empêcher les militaires d'en prendre le contrôle. Une résistance populaire qui a permis au parlement de rejeter dans l'urgence et à l'unanimité cette loi martiale injustifiée.



Mais bien que Séoul ai retrouvé le calme, la vie politique du pays est maintenant plongée dans le chaos. Plusieurs conseillers du président ont démissionné dont sont conseillé à la sécurité nationale, ainsi que les ministres de l'intérieur Lee Sang-min et le ministre de la défense Kim Yong-hyun qui a été arrêté le 8 décembre.

Le président Yoon s'est contenté d'excuses mais n'a pas démissionné, échappant de peu à une destitution le 7 décembre grâce au boycott du vote par son parti. Cependant il est soumis, comme ses ministres de l'intérieur et de la défense, à une interdiction de quitter le territoire, et cibler par une enquête pour rébellion.

Légalement, Yoon reste président et chef des armées, mais la crise politique est exceptionnelle et le gouvernement s'effondre. Le principal part d'opposition au président Yoon et majoritaire à l'assemblée a réclamé la suspension des pouvoirs du président sur l'armée, ainsi que les pouvoirs des responsables militaires impliqués dans l'intervention au parlement.

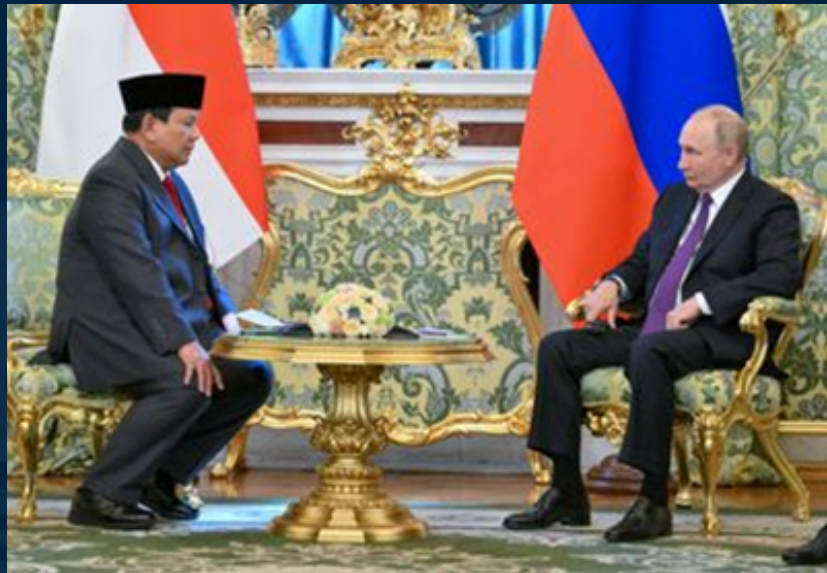
Quant aux réactions internationales, celle-ci se sont fait pudiques, chaque puissance ayant ses intérêts en Corée du Sud affirmant suivre la situation de près, sans condamner trop ouvertement cet agissement.

Baptiste POULARD

L'INDONÉSIE DURCIT SES POSITIONS EN INDOPACIFIQUE

Dans une optique souveraine de puissance régionale, l'Indonésie refuse de se satisfaire d'un soutien américain, ou chinois. L'archipel, qui revendique aussi des territoires en Indopacifique, affirme sa capacité opérationnelle et diplomatique, pour peser dans les rapports de forces indopacifiques.

En effet, depuis l'élection indonésienne en début d'année, le nouveau président Prabowo Subianto se rapproche de son homologue russe, empêtré dans le conflit ukrainien. Depuis leur rencontre au Kremlin en juillet 2024, les relations semblent s'orienter vers une alliances formelles entre les deux. Moscou s'ancre au cœur de l'Indopacifique et mise sur le prochain centre névralgique des relations internationales, tandis que Jakarta obtient une aide précieuse dans sa capacité militaire à entretenir, et diriger une flotte navale.



Cet accord complète la ligne directrice que s'oblige à respecter l'Indonésie, qui depuis quelques années déjà achète russe. En effet malgré les restrictions d'importations occidentales, Jakarta ne s'est en rien empêché de signer en 2018 un accord avec les russes, à hauteur d'1,1 milliard de dollars en vue d'obtenir des avions de combat. Son rapprochement avec Moscou aujourd'hui leur permet donc de maintenir leurs équipement en état opérationnel.

C'est dans cette optique que les deux puissances ont organisé une série d'exercices militaires conjoints en début de mois. Les exercices, d'une durée de cinq jours, se déroulent en deux phases dans l'est de l'île de Java, où la Russie doit envoyer trois corvettes, un tanker, un hélicoptère militaire et un remorqueur. Cela s'inscrit certes dans une volonté du nouveau président de se rapprocher des russes, qui leur apportent beaucoup, mais cela s'ajoute d'un double jeu qui intrigue. En effet, l'Indonésie s'aligne historiquement sur une politique étrangère neutre, et même si dans le cadre de l'ASEAN l'Indonésie avait participé à des exercices conjoints avec les russes en 2021, aucun accord bilatérale militaire entre les deux puissances n'avaient encore été mené. De même que les autres acteurs de la régions comme les philippines, le Vietnam, ou encore le Japon, elle avait jusqu'alors privilégié les Etats Unis comme allié. Ceci étant elle effectue des exercices conjoints avec les forces militaires américaines régulièrement comme les manœuvres annuelles « Super Garuda Shield ». De cette manière Jakarta mène une diplomatie à double tableau pour garantir sa souveraineté en Asie du sud-est. Malgré tout, Jakarta continue de se garder de la Chine qui revendique via la ligne des « neuf-traités » des territoires indonésien. Bien sûr,, les occidentaux voient d'un mauvais œil ce rapprochement avec Moscou, alors que l'Indonésie restait non-aligné dans le conflit en cours sur le sol européen. Il s'agit d'une violation des restrictions à l'encontre de la Russie, soulevé en 2022.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

YAMANDU ORSI ÉLU PRÉSIDENT DE L'URUGUAY : LE RETOUR DE LA GAUCHE AU POUVOIR

Dimanche 24 novembre, Yamandu Orsi, leader de la coalition Frente Amplio, est ressorti victorieux des élections présidentielles en Uruguay, avec 49,8% des suffrages. Le candidat du Parti national, Alvaro Delgado, a obtenu 45,9% des suffrages. Orsi met fin à une période de cinq ans de gouvernance de centre-droit sous Luis Lacalle Pou. La gauche a été pendant près de quinze ans au pouvoir sous Abaré Vazquez (2005-2010 et 2015-2020) et José « Pepe » Mujica (2010-2015).

Le taux de participation a atteint près de 90% des électeurs. Suite à son élection, le nouveau président a déclaré : « Je serai le président qui appellera encore et encore au dialogue national pour trouver les meilleures solutions, bien sûr en suivant notre vision, mais aussi en écoutant très attentivement ce que les autres nous disent », « Il faut comprendre qu'il y a une autre partie de notre pays qui a aujourd'hui des sentiments différents, a-t-il ajouté. Ces gens-là devront aussi contribuer à construire un pays meilleur, nous avons besoin d'eux aussi. »

Luis Lacalle Lou a promis une transition en douceur, ce dernier était dans l'incapacité de se présenter pour un nouveau mandat, la Constitution interdisant les mandats consécutifs. De son côté, Alvaro Delgado a affirmé : « Aujourd'hui, le peuple uruguayen a choisi qui occupera la présidence de la République ».



Au cours de la campagne, les deux candidats ont mis l'accent sur la relance économique et la maîtrise du déficit budgétaire. Ils avaient également pour objectif de contrôler la criminalité en hausse dans le pays, à cause du narcotrafic. Yamandu Orsi souhaite également développer les échanges à échelle régionale.

Luiz Inacio Lula Da Silva a félicité nouveau président sur X : « C'est une victoire pour toute l'Amérique latine et les Caraïbes ». Le président argentin Milei a également salué sa victoire sur X. L'ancien président « Pepe » Mujica, figure de la gauche en Uruguay, s'est pleinement investi pour soutenir Yamandú Orsi, mettant en avant ses qualités de « négociateur ».

La gauche a également obtenu la majorité au Parlement : 16 sièges sur 31 au Sénat et 48 sièges sur 99 à la Chambre des députés. Le nouveau président prendra ses fonctions le 1er mars 2025. Cependant, il a promis « un changement sûr qui ne sera pas radical ».

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

"L'ARCTIQUE AU CŒUR DES RIVALITÉS : ENJEUX DE SOUVERAINETÉ ET DE SÉCURITÉ POUR LE CANADA"

Le Canada intensifie ses efforts pour protéger et affirmer sa souveraineté dans l'Arctique face à une montée des tensions internationales. Cette région, autrefois perçue comme une zone à faibles tensions, est aujourd'hui au centre des préoccupations stratégiques de plusieurs puissances. La fonte rapide des glaces, due au réchauffement climatique, ouvre de nouvelles routes maritimes et expose des ressources naturelles stratégiques, attisant les rivalités.

La Russie, avec son positionnement géographique privilégié, a massivement renforcé sa présence militaire dans la région, notamment avec des déploiements de missiles et des infrastructures renforcées dans l'Arctique russe. Selon un rapport canadien, ces activités sont "profondément troublantes" et remettent en question la stabilité de la région. Parallèlement, la Chine, bien qu'étant un pays non-arctique, s'efforce d'y accroître son influence par des partenariats économiques et scientifiques. "La coordination entre ces deux puissances alimente les inquiétudes sur la gouvernance future de l'Arctique", a déclaré Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères canadienne.



Face à ces défis, Ottawa adopte une stratégie multidimensionnelle. Sur le plan militaire, des investissements de plusieurs milliards de dollars sont prévus pour moderniser les infrastructures de défense et développer de nouveaux outils de surveillance, tels que des satellites et des capteurs maritimes. Le système de défense NORAD, qui protège le continent nord-américain, bénéficiera d'une mise à jour significative, selon les autorités fédérales.

Le Canada déploiera également des navires de patrouille brise-glaces capables d'opérer dans des conditions extrêmes, en coopération avec ses alliés, notamment les États-Unis et la Finlande. "Nous ne pouvons plus nous fier strictement à notre géographie pour qu'elle nous protège", a averti Mélanie Joly lors d'une récente conférence de presse.

En complément des mesures militaires, Ottawa mise sur une diplomatie renforcée. Deux nouveaux consulats seront ouverts à Anchorage, en Alaska, et à Nuuk, au Groenland. Ces antennes serviront à intensifier les relations avec les nations de l'Arctique ainsi qu'à établir des liens stratégiques avec des pays asiatiques tels que le Japon et la Corée du Sud. Le gouvernement a également annoncé la création d'un poste d'ambassadeur pour les affaires nordiques, chargé de coordonner les efforts diplomatiques et scientifiques dans cette région cruciale. Au-delà des enjeux géopolitiques, l'Arctique revêt une dimension symbolique pour le Canada. Le territoire, marqué par la résilience des communautés inuites, est un pilier de l'identité nationale. Ottawa souhaite inclure davantage ces populations dans la prise de décisions, reconnaissant leur rôle historique dans l'affirmation de la souveraineté canadienne.

"L'Arctique est un espace qui unit tous les Canadiens. C'est en investissant dans ses terres et en renforçant nos alliances que nous pourrons protéger cet héritage commun", a affirmé Bill Blair, ministre de la Défense nationale.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

USA : UN DÉPLOIEMENT MILITAIRE AU JAPON ET AUX PHILIPPINES EN CAS DE CRISE À TAIWAN ?

Dans le contexte de tensions croissantes entre la Chine et Taïwan, l'agence de presse japonaise Kyodo News a révélé le 25 novembre dernier que les Etats-Unis travaillent actuellement sur des scénarios prévoyant un déploiement de leur armée au Japon, ainsi qu'aux Philippines, en cas de situation de crise à Taïwan.

Ce scénario s'inscrit dans un cadre géopolitique de plus en plus tendu en Asie, où la sécurité de Taïwan et l'influence chinoise sont des enjeux majeurs. Les États-Unis sont déterminés à soutenir Taïwan face aux menaces chinoises, tout en cherchant à éviter une confrontation directe avec la Chine.



Dans ce contexte, le Japon et les Philippines jouent un rôle majeur. En effet, le continent américain entretient une alliance de défense avec le Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notamment par la présence de bases militaires américaines sur le sol japonais.

Le Japon est perçu comme un pilier essentiel dans la stratégie de défense américaine dans la région Indo-Pacifique, en particulier face à la montée en puissance de la Chine. Bien que le Japon ne soit pas directement impliqué dans les tensions entre la Chine et Taïwan, sa proximité géographique avec Taïwan et ses engagements dans la sécurité régionale en feraient un allié crucial en cas de conflit. Tokyo pourrait permettre aux forces américaines d'utiliser ses installations militaires pour intervenir rapidement.

Les Philippines et les Etats-Unis nouent également une alliance militaire : elles constituent un allié stratégique majeur en dehors du cadre de l'OTAN. Le déploiement militaire aux Philippines permettrait aux États-Unis de déployer rapidement des forces aériennes et navales supplémentaires, mais aussi de mieux surveiller les mouvements de la Chine dans la région. L'archipel étant proche de Taïwan, il offrirait un point de soutien essentiel pour des opérations de secours humanitaire et logistique en cas de crise.

Cependant, un tel déploiement ne va pas sans risques. Celui-ci pourrait exacerber les tensions avec la Chine et conduire à une escalade de tensions dans la région déjà instable. L'armée américaine a l'intention de renforcer sa présence en Asie, mais veille également à ne pas provoquer une réaction violente de la part de Pékin.

Wandrille PICAULT

ARMEMENT

LA SYRIE : L'ARMEMENT AU CŒUR DE L'EFFONDREMENT MILITAIRE ET DE LA CHUTE DU RÉGIME D'AL-ASSAD

Du 6 au 8 décembre 2024 on a assisté à l'effondrement de l'armée syrienne, illustrant la désintégration d'un appareil militaire autrefois centralisé, désormais incapable de répondre aux défis d'un conflit prolongé. Ce déclin, marqué par des pertes stratégiques et un manque de moyens, est accentué par la capture d'équipements militaires par les forces rebelles, bouleversant l'équilibre des pouvoirs dans la région.

L'armée syrienne s'est pendant des décennies reposée sur la dotation d'équipements soviétiques comme les chars T-55 et T-72, ainsi que les véhicules BMP-1. Ces matériels, bien que robustes à l'origine, ont subi une usure accélérée par plus de dix ans de combats. La maintenance a été entravée par des sanctions internationales ainsi qu'une chaîne logistique défailante, rendant une grande partie de ces équipements obsolètes.

Le soutien russe avait temporairement stabilisé l'armée grâce à des livraisons d'avions MiG-29, de systèmes antiaériens Pantsir-S1, et de missiles S-300. Cependant, le retrait progressif des forces russes et les difficultés à maintenir ces systèmes complexes en état, ont laissé l'armée vulnérable. De plus, les troupes loyalistes manquent souvent de formation pour utiliser efficacement cet armement moderne.



L'effondrement des lignes de défense a permis aux rebelles de mettre la main sur des équipements militaires de grande valeur. Chars opérationnels, mortiers, armes légères, et parfois des systèmes antichars sophistiqués sont désormais dans leurs arsenaux. Ces prises d'armes leur donnent un avantage tactique significatif, leur permettant de rivaliser avec des forces conventionnelles.

La désintégration militaire syrienne a des répercussions géopolitiques majeures. Alors que Damas perd le contrôle de son arsenal, les rebelles s'arment et se restructurent. Cette fragmentation ouvre la voie à l'intervention accrue de puissances régionales comme l'Iran et la Turquie, qui soutiennent leurs factions alliées.

Ainsi, l'armement syrien, autrefois symbole de puissance, devient le moteur d'une instabilité croissante. La prolifération des armes capturées alimente un conflit fragmenté, tandis que les perspectives de résolution politique s'éloignent, laissant place à une lutte prolongée pour le contrôle des territoires et des ressources.

Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ

ARMEMENT

LES CHARS DE COMBAT AUTONOMES : LA FIN DE LA PRÉSENCE HUMAINE DIRECTE SUR LE CHAMP DE BATAILLE ?

Une révolution militaire en marche ?

Depuis les débuts de la guerre mécanisée, lors de la Première Guerre mondiale, les armées du monde ont cherché à protéger leurs soldats sur le terrain. Les chars d'assaut ont été créés pour protéger le combattant du danger et apporter un appui feu directe sur le champ de bataille. Moins coûteux et épargnant la vie des soldats, les robots de combat semblent donc être une solution toute trouvée. À son stade ultime, un char pourrait identifier et engager des cibles sans intervention humaine (niveau 5 du « *Autonomy Levels for Unmanned Systems* »). Cependant, des questions éthiques et techniques freinent encore cette automatisation complète.

Avantages et défis du char autonome

L'un des principaux avantages de l'autonomisation des systèmes réside dans la réduction des risques humains. Les pertes humaines sont politiquement et socialement coûteuses, elles pourraient être minimisées en retirant les soldats des zones de combat les plus dangereuses. Par ailleurs, l'autonomie du char sur le terrain ouvre la voie à des capacités de réaction plus rapides ainsi qu'à une présence continue sur le champ de bataille sans limites biologiques (manger, boire, dormir, etc...)

Toutefois, ces technologies posent des défis majeurs. La complexité technique et les coûts de développement restent toujours aussi importants, tandis que des questions éthiques et légales émergent quant à l'utilisation de systèmes létaux autonomes. Le risque d'erreurs dans des décisions critiques, comme l'engagement de cibles civiles, soulève des préoccupations internationales sur le respect du droit humanitaire.

Vers une guerre sans hommes ?

Malgré le progrès technologique, l'idée d'un champ de bataille totalement dépourvu d'humains semble encore lointaine. Plusieurs points de résistance subsistent, les doctrines militaires actuelles privilégient des systèmes semi-autonomes, où l'humain conserve un contrôle du système. De plus, que faire si les robots deviennent eux-mêmes trop précieux pour être perdus ?

Ces doctrines pourraient évoluer à mesure que la confiance dans l'intelligence artificielle augmente et que des solutions à ses limites techniques et éthiques émergent.

L'autonomisation des chars de combat, si elle se concrétise pleinement, pourrait donc redéfinir les stratégies militaires. Reste à savoir si cette évolution sera acceptée par les sociétés et compatible avec leurs morales.



Alexandre DOTTI

PARTENARIAT ENTRE LA DGA ET FRANCE TRAVAIL

Face aux défis croissants du recrutement dans le domaine de la défense, la Direction Générale de l'Armement (DGA) a signé une convention de partenariat avec France Travail le 6 novembre 2024. L'objectif principal est de répondre aux besoins en compétences des entreprises de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD).

La convention entre la DGA et France Travail, dévoilée le 12 novembre 2024, s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer la sécurité économique des entreprises de la BITD, en accordant une attention particulière aux PME, ETI et start-ups, qui jouent un rôle central dans le maintien de l'autonomie stratégique nationale. Ces acteurs sont en effet indispensables à la production des technologies de défense les plus critiques. Grâce à ce partenariat, la DGA instaure un cadre facilitant l'accès des entreprises aux services proposés par France Travail, contribuant ainsi à réduire les tensions sur le marché de l'emploi, notamment dans les secteurs de pointe de la haute technologie.

La DGA et France Travail unissent leurs efforts pour répondre au déficit de compétences dans les secteurs critiques de la défense. En France, la BITD regroupe près de 200 000 emplois directs et joue un rôle crucial dans l'innovation technologique et la sécurité nationale. Selon des déclarations officielles, ce partenariat permettra de multiplier les actions d'accompagnement, notamment via la mise en place de dispositifs ciblés pour le recrutement et la formation.

En 2023, plus de 50 000 postes restaient non pourvus dans le secteur industriel, dont une part significative liée à la défense. La DGA et France Travail prévoient ainsi des campagnes de sensibilisation dans les régions où les besoins sont les plus pressants, et souhaitent également développer des outils numériques pour faciliter l'accès aux opportunités d'emploi dans la BITD.

Les premiers résultats sont déjà encourageants.

D'après un communiqué de la DGA, plus de 1 200 emplois ont été créés depuis le lancement des initiatives conjointes en 2024. Le partenariat s'inscrit dans une stratégie de long terme visant à harmoniser les besoins des industriels avec les compétences disponibles sur le marché.

Le partenariat entre la DGA et France Travail marque une étape importante pour répondre aux enjeux de recrutement dans la BITD, un secteur clé pour la souveraineté française. Grâce à cette collaboration, les entreprises bénéficient d'un soutien renforcé pour attirer et maintenir les talents nécessaires à leur développement.

Cette alliance entre les acteurs publics et industriels témoigne donc de l'engagement de la France à consolider sa position en tant que puissance technologique et militaire.



Pierre TERNAULT

SOURCES

• EUROPE

○ **L'investissement commun de défense : un sujet épineux**

- "A Bruxelles, des négociations tendues autour du futur fonds en faveur de l'industrie de la défense" Le Monde, par [Philippe Jacqué](#) (Bruxelles, bureau européen), publié le 05/12/24
- "Audition du commissaire désigné Andrius Kubilius" Communiqué de presse du Parlement Européen, publié le 06/11/2024
- "Investissements de 800 milliards, emprunt commun : les pistes de Mario Draghi pour sortir l'économie européenne de sa « lente agonie »" Public Sénat, par Rose Amélie Becel, publié le 10/09/2024

○ **Vers une paix fragile : les défis des négociations pour l'Ukraine**

- "Guerre en Ukraine : Volodymyr Zelensky évoque les contours d'un cessez-le-feu en appelant à une protection partielle du territoire par l'OTAN" Le Monde, publié le 30/11/24
- "Vladimir Poutine énonce ses conditions pour mettre fin à son invasion de l'Ukraine" La Tribune, par Dasha Litvinova, publié le 14/06/2024
- "L'Ukraine a besoin d'une "paix durable", que la Russie ne "détruirait pas dans quelques années", juge Volodymyr Zelensky" Franceinfo, publié le 08/12/2024
- "La Russie ne peut pas «dicter la paix» à l'Ukraine, assure Scholz à Zelensky" Europe 1 avec l'AFP, publié le 2/12/2024

○ **Roumanie : quand TikTok et cyberattaques bousculent la démocratie**

- "En Roumanie, l'élection présidentielle annulée débouche vers le soupçon généralisé !" France culture, publié le 9/12/2024
- "Présidentielle en Roumanie : des documents déclassifiés évoquent de graves manipulations sur TikTok" le Monde, par Jean-Baptiste Chastand et Damien Leloup, publié le 05/12/2024
- "Présidentielle annulée en Roumanie : Calin Georgescu appelle les électeurs à se rendre devant les bureaux de vote dimanche" le Monde, publié le 07/12/2024

• MOYEN-ORIENT

○ **Syrie : La chute historique du régime de Bachar Al-Assad.**

- « Bachar al-Assad est tombé, quel avenir pour la Syrie ? », Hugo Décrypte, 09/12/2024
- « Syrie : les douze jours qui ont renversé le régime de Bachar Al-Assad », Le Monde, 09/12/2024
- « Chute de Bachar al-Assad en Syrie: les reportages de nos envoyés spéciaux sur place », , TF1 INFO, 09/12/2024

○ **Iran : libération temporaire de la militante Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023.**

- « L'alarmante libération de l'Iranienne Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix », Le point, 05/12/24
- « Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix 2023, libérée temporairement de prison en Iran pour raison médicale », Le Monde avec AFP, 04/12/24
- « Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix : « Lettre ouverte à Antonio Guterres et aux représentants des gouvernements siégeant à l'ONU pour mettre fin aux exécutions en Iran » », Tribune Le Monde, 24/09/24
- « Exigeons la libération immédiate de Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix et citoyenne d'honneur de la France », Tribune Collectif, Le Monde, 22/11/24

SOURCES

- **Le Hamas en faveur d'un accord d'otages avec Israël et d'une trêve prolongée proposée par l'Égypte.**
 - *"Israeli official : Egypt has proposed hostage deal with extended truce, not to end war"*, The Times of Israël, BERMAN Lazar, 05/12/24
 - *"Le Hamas remet une première liste d'otages à l'Égypte pour un possible accord"*, i24News, 09/12/24
 - *"Egypt ceasefire proposal for Gaza emerges as IDF recovers slain hostage"*, Foundation for Defense of Democracies 05/12/24

- **AFRIQUE**
 - **Le conflit dans l'est de la RDC : Une reprise des hostilités inquiétante**
 - « RDC : reprise des combats entre l'armée et les rebelles du M23 ». Africa News, 3 décembre 2024
 - « RDC : affrontements entre l'armée et des miliciens dans la province du Kwango. » RFI , le 9/12/2024.
 - « RDC : reprise des combats entre l'armée congolaise et les rebelles du M23 dans le Nord-Kivu » RFI, le 4/12/2024.
 - « Conflit dans l'est de la RDC : les combats reprennent sur le front est et se poursuivent sur le front nord. » RFI, le 8/12/2024.
 - **Mali : Les FAMA annonce la neutralisation de plusieurs responsables du Front de Libération de l'Azawad**
 - « L'armée malienne tue plusieurs membres d'une nouvelle coalition indépendantiste », VOAfrique, le 2/12/2024
 - « Mali : frappes de drone à Tinzaouatène après la création d'une nouvelle coalition séparatiste », RFI, le 2/12/2024
 - « Mali : qu'est-ce que le Front de Libération de l'Azawad (FLA), nouvelle coalition indépendantiste touareg ? », TV5 Monde, le 4/12/2024
 - **De nouvelles violences djihadistes au Niger**
 - « Niger : 43 soldats et 21 civils morts dans une attaque terroriste. », Afrique sur 7, le 8/12/2024.
 - « 21 civils tués dans l'attaque d'un convoi de marchandises à Téra, dans l'ouest du pays », Le Monde, le 9/12/2024.
 - « 21 morts tués dans l'attaque d'un convoi dans l'Ouest », Le Figaro, le 8/12/2024.

SOURCES

- **ASIE**

- **La purge militaire chinoise : un processus sans fin**

- "China's defense minister reappears, as military purge marches on", Voice of America, 9/12/2024
- « Chine : ce que l'on sait de la purge anticorruption visant l'armée », La Croix, 28/11/2024
- « Chine : Xi Jinping empêtré dans une « purge sans fin » au sein de l'armée », Asialyst, 30/11/2024

- **Corée du Sud : la tentation autoritaire**

- Philippe Mesmer, En Corée du Sud, la tentative de coup de force du président mise en échec, Le Monde, 04/12/24.
- Corée du Sud: le président a interdiction de quitter le territoire après sa proclamation éphémère de la loi martiale, Le Figaro, 09/12/24.
- Loi martiale en Corée du Sud : manifestations, armée, opposition... Ce que l'on sait, Ouest France, 03/12/24.

- **L'Indonésie durcit ses positions en indopacifique**

- Le journal du dimanche : Exercices navals conjoints Russie-Indonésie : le signe d'un basculement stratégique ? - 04/11/24
- Le Figaro : L'Indonésie et la Russie entament leurs premiers exercices navals conjoints - 04/11/24
- Ouest France : L'Indonésie marque un virage stratégique en lançant des exercices navals avec la Russie - 04/11/24

- **AMÉRIQUES**

- **Yamandu Orsi élu président de l'Uruguay : le retour de la gauche au pouvoir**

- « Présidentielle en Uruguay : la gauche revient au pouvoir avec la victoire de Yamandu Orsi », Le Monde, 25/11/2024
- « Uruguay : le candidat d'opposition de gauche remporte l'élection présidentielle », Franceinfo, 25/11/2024
- « Uruguay : la gauche de retour au pouvoir après la victoire de Yamandu Orsi à la présidentielle », Les Échos, 25/11/2024

- **L'Arctique au cœur des rivalités : enjeux de souveraineté et de sécurité pour le Canada**

- « Le Canada veut renforcer sa présence en Arctique pour contrer la Chine et la Russie », par Raphaël Pirro, Le journal de Québec, 06/12/2024
- « Le Canada accentue sa présence diplomatique dans l'Arctique », par Félix Lebel, Radio Canada, 06/12/2024
- « Le Canada renforce sa présence en Arctique pour faire face à la Russie », par la rédaction de l'Orient-Le Jour, L'Orient-Le Jour, 06/12/2024
- « Inquiet des activités russes en Arctique, Ottawa renforce sa présence diplomatique », par Sandrine Vieira, Le Devoir, 06/12/2024

- **USA : un déploiement militaire au Japon et aux Philippines en cas de crise à Taïwan ?**

- "Taïwan : les Etats-Unis étudient un déploiement militaire au Japon en cas de crise", Europe 1, 25/11/2024
- "Taïwan : un déploiement militaire au Japon ? Ce scénario que les Etats-Unis étudient en cas de crise", L'Express, 25/11/2024
- "Un déploiement militaire au Japon étudié en cas de crise à Taïwan", Le Matin, 25/11/2024

SOURCES

- **ARMEMENT**

- **La Syrie : L'armement au cœur de l'effondrement militaire et de la chute du régime d'Al-Assad**

- « Fighter jets, tanks and more: Syrian army's retreat from Aleppo is a windfall for rebels », *The Observers, France 24*, 03/12/2024
- « Assad Falls: Why The Syrian Army Collapsed So Quickly », Julian McBride, *1945*, 08/12/2024
- « Syria's Army Was Hollowing Out Long Before Rebels' Advance », Ben Hubbard, *The New York Times*, 08/12/2024
- « Offensive en Syrie : pourquoi l'armée du régime s'effondre-t-elle ? », Luc Mathieu, *Liberation*, 06/12/2024

- **Les chars de combat autonomes : la fin de la présence humaine directe sur le champ de bataille ?**

- Rapport d'information, n° 3248 ; ASSEMBLÉE NATIONALE/ Juillet 2020
- Les systèmes automatisés vont-ils redéfinir la nature du combat terrestre ? ; Fondation pour la Recherche Stratégique / 2020
- Autonomie et létalité en robotique militaire ; CREC Saint-Cyr
- Les systèmes d'armes létales autonomes (SALA) ; Biblioveille - mars 2021

- **DÉFENSE**

- **Partenariat entre la DGA et France Travail**

- « Partenariat entre la DGA et France Travail pour favoriser le recrutement et le maintien des compétences des entreprises de la BITD », DGA, 12/11/2024
- « La DGA et France Travail veulent faciliter le recrutement dans l'industrie de la Défense », Nicolas Egon, 12/11/2024
- - « Industrie de la Défense : La Direction Générale de l'Armement et France Travail mettent sur pied un salon de recrutement en ligne », Industrie du Travail, 12/11/2024



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

